Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION
L
- 1 V 1958
Transmis à M. coördination (1)
Overgemaakt aan de H.

ML. L. 6164/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 mars 1958, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglant l'application de la loi du 24 février 1958 tendant à octroyer le bénéfice de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu", a donné le 14 mars 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e maart 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende toepassing van de wet van 24 februari 1958 tot verlening van kosteloze geneeskundige en pharmaceutische verzorging aan houders van de vuurkaart", heeft de 14e maart 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'exécuter la loi du 24 février 1958 tendant à octroyer le bénéfice de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu.

\+

\+ +

Outre les dispositions assurant l'exécution de ladite loi, le projet contient une série d'instructions pratiques dépourvues de caractère normatif à l'usage des bénéficiaires de la loi. Ces directives trouveraient mieux leur place dans une instruction ministérielle.

\+

\+ +

L'article 7 du projet dispose que l'arrêté produit ses effets au 1er mars 1958, à l'exception des articles 4, 5 et 6 qui entrent en vigueur le jour de la publication dudit arrêté au Moniteur belge.

Les articles 4, 5 et 6 du projet concernent le retrait de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques. Ils sont pris en exécution de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 24 février 1958 aux termes duquel :

"Les décisions visées par le présent article sont prises par le Ministre de la Défense nationale suivant une procédure à déterminer par le Roi".

En vertu de l'article 7 du projet, ces articles devraient entrer en vigueur le jour même de la publication de l'arrêté au Moniteur belge.

Cette dérogation au délai ordinaire fixé par les articles 4 et 5 de la loi du 18 avril 1898 est inutile en ce qui concerne l'article 5 du projet. Aucune décision de retrait ne pourra intervenir avant le dixième jour qui suivra la publication de l'arrêté, puisque l'intéressé aura déjà huit jours à compter de la réception du pli recommandé à la poste qui l'aura informé des faits qui lui sont reprochés, pour faire connaître au Ministre ses moyens de défense.

Il serait, à la vérité, plus normal que les articles 4 et 6 entrent également en vigueur à l'expiration du délai ordinaire, étant donné le peu de temps pendant lequel la gratuité des soins aura pu avoir lieu lors de la publication de l'arrêté en projet.

\+

\+ \+

.../...

Il est superflu de rappeler, dans l'intitulé, la loi du 24 février 1958, cette référence étant déjà faite dans le préambule.

Le Conseil d'Etat propose donc l'intitulé suivant :

"Arrêté royal réglant l'octroi du bénéfice de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu".

\+

\+ +

L'alinéa 1er de l'article 1er pourrait se limiter au texte suivant :

"Les anciens combattants visés à l'article 1er de la loi du 24 février 1958 tendant à octroyer le bénéfice de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu qui désirent bénéficier des dits soins, adressent une demande à cet effet au Ministre de la Défense nationale".

A l'alinéa 2 du même article, il n'est pas prévu que l'attestation délivrée par le Ministre de la Défense nationale, et qui tient lieu de carte du feu, puisse être jointe à leur déclaration par ceux qui ne seraient pas en possession de la carte du feu. Le projet faisant cependant allusion à cette attestation en son article 3, il s'agit manifestement d'un oubli.

.../...

Le Conseil d'Etat propose donc de remplacer l'alinéa 2 par le texte suivant :

"Ils joignent à cette demande une copie de leur carte du feu, certifiée conforme à l'original par l'autorité communale, ou l'attestation délivrée par le Ministre de la Défense nationale dont question à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 24 février 1958, ainsi qu'une déclaration par laquelle ils certifient ne pas jouir d'une pension d'invalide de la guerre 1914-1918".

+

\+ +

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

§ 1er. Les soins médicaux visés par la loi du 24 février 1958 comprennent :

1° les soins médicaux courants dispensés sur le territoire du Royaume par les médecins militaires des garnisons et secteurs ou, à leur défaut, par les médecins civils agréés par le Ministre de la Défense nationale;

.../...

2° les examens et traitements spéciaux, en qualité de patients externes dans les services spécialisés des hôpitaux militaires, sur prescription du médecin militaire ou du médecin civil agréé.

§ 2. Les soins pharmaceutiques consistent en la délivrance, sur prescription du médecin militaire ou du médecin civil agréé, des produits pharmaceutiques et des pansements.

Les produits pharmaceutiques et les pansements sont délivrés dans les pharmacies militaires ou, à leur défaut, par des pharmaciens civils agréés.

Les spécialités pharmaceutiques ne sont délivrées qu'avec l'autorisation du directeur général du service de santé.

Le coût des récipients contenant les produits phamaceutiques est à charge des ayants droit".

\+

\+ \+

L'article 2 de la loi du 24 février 1958 cité ci-avant dispose que les décisions de retrait sont prises par le Ministre. L'arrêté royal ne peut donc disposer que le délégué du Ministre peut, au même titre que celui-ci, faire connaître aux contrevenants les faits reprochés.

.../...

D'autre part, la loi prévoit également quels sont les faits qui peuvent donner lieu au retrait de la gratuité des soins. Il est donc superflu de décrire ces causes de retrait, sous une nouvelle forme, dans le présent projet.

Le texte ci-après est dès lors proposé pour l'article 4 :

"Article 4.-

Lorsque le Ministre de la Défense nationale envisage le retrait définitif ou temporaire de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques, il fait connaître à l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, les faits qui lui sont reprochés.

L'intéressé dispose d'un délai de huit jours à dater de la réception du pli pour faire valoir, auprès du Ministre, ses moyens de défense, par lettre recommandée à la poste.

La décision de retrait est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste".

+

\+ +

.../...

A l'article 5, il conviendrait de remplacer le mot "Ministère" par le mot "Ministre".

\+

\+ +

L'article 6 aurait avantage a être conçu comme suit :

"Article 6.-

Si le destinataire refuse le pli qui lui est adressé ou s'abstient d'en prendre livraison, les délais prévus aux articles 4 et 5 du présent arrêté prennent cours à dater du jour de la présentation par la poste.

La date de la poste fait foi tant pour la transmission que pour la réception ou pour le refus".

\+

\+ +

Si le Gouvernement se rallie à l'observation formulée ci-avant à propos de l'entrée en vigueur des articles 4, 5 et 6, l'article 7 devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Les articles 1er, 2, et 3 ont effet au 1er mars 1958".

Het ontwerp strekt tot uitvoering van de wet van 24 februari 1958 tot verlening van kosteloze geneeskundige en farmaceutische verzorging aan houders van de Vuurkaart.

\+
\+ +

Benevens de bepalingen ter uitvoering van genoemde wet bevat het ontwerp, ten behoeve van degenen die voor de wet in aanmerking komen, een reeks praktische wenken zonder enig normatief karakter. Zodanige richtlijnen horen beter thuis in een ministeriële instructie.

\+
\+ +

Volgens artikel 7 van het ontwerp heeft het besluit uitwerking met ingang van 1 maart 1958, behalve de artikelen 4, 5 en 6, die in werking treden de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

De artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp, die betrekking hebben op de ontzegging van kosteloze geneeskundige en farmaceutische verzorging zijn een uitvoering van artikel 2, derde lid, van de wet van 24 februari 1958, naar luid waarvan :

.../...

"De in dit artikel bedoelde beslissingen worden genomen door de Minister van Landsverdediging, volgens een door de Koning vast te stellen procedure".

Krachtens artikel 7 van het ontwerp zouden die artikelen de dag zelf van de bekendmaking van het besluit in het Belgisch Staatsblad in werking treden.

Deze afwijking van de door de artikelen 4 en 5 van de wet van 18 april 1898 bepaalde gewone termijn is nutteloos wat artikel 5 van het ontwerp betreft. Geen ontzegging zal immers vóór de tiende dag na de bekendmaking van het besluit kunnen worden uitgesproken, aangezien de betrokkene reeds over acht dagen beschikt, te rekenen van de ontvangst van het ter post aangetekend schrijven waarbij hem mededeling wordt gedaan van de tegen hem aangevoerde feiten, om zijn verweermiddelen aan de Minister te doen kennen.

Gelet op de uiterst korte tijd gedurende welke het verlenen van kosteloze verzorging bij de bekendmaking van het ontwerp-besluit maar mogelijk zou zijn, ware het normaler de artikelen 4 en 6 eveneens na het verstrijken van de gewone termijn in werking te doen treden.

\+

\+ \+

In het opschrift is de vermelding van de wet van 24 februari 1958 overbodig, aangezien deze wet verder in de aanhef is aangehaald.

.../...

Derhalve geeft de Raad van State volgend opschrift in overweging :

"Koninklijk besluit houdende regelen inzake verlening van kosteloze geneeskundige en farmaceutische verzorging aan houders van de vuurkaart".

+

+ +

Het eerste lid van artikel 1 kan bondiger worden geformuleerd als volgt :

"De oudstrijders bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1958 tot verlening van kosteloze geneeskundige en farmaceutische verzorging aan houders van de vuurkaart die voor zodanige verzorging in aanmerking wensen te komen, richten een aanvraag daartoe aan de Minister van Landsverdediging".

In het tweede lid van hetzelfde artikel is niet nader gezegd dat zij, die geen vuurkaart mochten bezitten, bij hun verklaring het door de Minister van Landsverdediging afgegeven en als vuurkaart geldend attest kunnen voegen. Klaarblijkelijk is dit vergeten, vermits het ontwerp in artikel 3 over dit attest spreekt.

De Raad van State stelt voor, het tweede lid door de volgende tekst te vervangen :

"Bij deze aanvraag voegen zij een door de gemeenteoverheid voor eensluidend verklaard afschrift van hun vuurkaart, of het door de Minister van Landsverdediging afgegeven attest waarvan sprake in

.../...

artikel 1, tweede lid, van de wet van 24 februari 1958, alsook een verklaring waarin zij bevestigen dat zij geen pensioen van invalide van de oorlog 1914-1918 genieten".

\+

\+ +

Artikel 2 zou beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 2.-

§ 1. De geneeskundige verzorging als bedoeld in de wet van 24 februari 1958 omvat :

1° de gewone geneeskundige zorgen, die op 's Rijks grondgebied verleend worden door militaire geneesheren van garnizoenen en sectoren of, bij ontstentenis dezer, door burgerlijke geneesheren die door de Minister van Landsverdediging zijn erkend ;

2° de speciale onderzoekingen en behandelingen als externe patiënten, in gespecialiseerde diensten van militaire ziekenhuizen, op het voorschrift van de militaire of de erkende burgerlijke geneesheer.

§ 2. De farmaceutische verzorging bestaat in het bezorgen, op het voorschrift van de militaire of de erkende burgerlijke geneesheer, van farmaceutische produkten en van verbandmiddelen.

.../...

Farmaceutische produkten en verbandmiddelen worden afgegeven door militaire apotheken of, bij ontstentenis ervan, door erkende burgerlijke apothekers.

Farmaceutische specialiteiten worden niet dan met inachtneming van de directeur-generaal van de gezondheidsdienst bezorgd.

De kosten voor recipiënten waarin farmaceutische produkten zijn verpakt, worden door de rechthebbenden gedragen".

\+

\+ \+

Artikel 2 van voormelde wet van 24 februari 1958 stelt, dat de ontzegging door de Minister wordt uitgesproken. In het koninklijk besluit kan bijgevolg niet worden bepaald dat de gemachtigde van de Minister evengoed als de Minister zelf aan de overtreders kennis kan geven van de tegen hen aangevoerde feiten.

Vervolgens vermeldt de wet ook de feiten die tot ontzegging van kosteloze verzorging kunnen leiden. In het onderhavige ontwerp hoeven die gronden tot ontzegging dus niet opnieuw, zij het in andere bewoordingen, te worden omschreven.

.../...

Voor artikel 4 wordt daarom de volgende tekst aanbevolen :

"Artikel 4.-

Wanneer de Minister van Landsverdediging zich voorneemt de kosteloze geneeskundige en farmaceutische verzorging tijdelijk of voorgoed te ontzeggen, stelt hij de betrokkene, bij een ter post aangetekende brief, in kennis van de tegen hem aangevoerde feiten.

De betrokkene beschikt na de ontvangst van het schrijven over een termijn van acht dagen om zijn verweermiddelen bij een ter post aangetekende brief aan de Minister voor te dragen.

Van de ontzegging wordt aan de betrokkene kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief".

\+

\+ \+

In artikel 5 vervange men de woorden "het Ministerie" door "de Minister".

\+

\+ \+

.../...

Een betere lezing voor artikel 6 ware :

"Artikel 6.-

Weigert de geadresseerde het hem toegezonden schrijven, of haalt hij het niet af, dan gaan de in de artikelen 4 en 5 van dit besluit bepaalde termijnen in de dag waarop het schrijven door de post is aangeboden .

De datum van het postmerk heeft bewijskracht zowel voor de verzending als voor de ontvangst of de weigering".

\+

\+ \+

Indien de Regering zich kan verenigen met hetgeen hierboven omtrent de inwerkingtreding van de artikelen 4, 5 en 6 is opgemerkt, behoort artikel 7 als volgt te luiden :

"Artikel 7.-

De artikelen 1, 2 en 3 hebben uitwerking met ingang van 1 maart 1958".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H. VLIEBERGH, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.